

18 octobre 2012 | Réunion 1

« Usager, citoyen, métropolitain : qui pense et compose le Grand Paris ? »

La première rencontre du groupe IHEDATE - Grand Paris s'est déroulée à l'IHEDATE le jeudi 18 octobre 2012, sur le thème de l'« usager, citoyen, métropolitain : qui pense et compose le Grand Paris » ? Avant de s'intéresser aux territoires qui composent le Grand Paris par le prisme des comportements, la première étape était bien de s'interroger sur l'habitant lui-même. C'est ce qui a été fait lors de cette première rencontre, à partir de deux réflexions proposées par Livier Vennin (délégué à la coordination du Grand Paris à EDF) et Emmanuelle Ligouzat (directrice des études à La Poste direction du Colis). Les réflexions se sont notamment portées sur le rapport de l'habitant à la ville, et plus précisément sur son premier lien à la ville : le domicile. Ville numérique, ville mobile : le logement comme premier rapport de l'habitant à la ville est-il dépassé par ce nouvel imaginaire urbain ?

Le compteur électrique intelligent, une nouvelle intrusion dans les logements ?

Avant de s'intéresser à l'humain, l'attention des auditeurs s'est portée sur le compteur électrique. Un objet qui éclaire le quotidien de chacun, qui semble anodin tellement il est commun, mais qui connaît depuis quelque temps, et pour la première fois en 60 ans, d'importantes mutations, comme l'explique Livier Vennin (EDF). Dans son épopée, il a connu une sorte d'apogée avec le « compteur bleu » qui a accompagné les 30 glorieuses. Et justifiait la fonction sociale du releveur de compteur, seul agent public qui entrait régulièrement dans chaque domicile. C'est pourtant aujourd'hui, alors que le releveur s'apprête à quitter les maisons au profit d'un compteur intelligent, que les tensions apparaissent et se cristallisent autour de cet objet.

Avec ce compteur intelligent, certains voient, sans doute à juste titre, un vecteur d'autonomisation des individus. C'est-à-dire, la possibilité de maîtriser sa consommation, d'être un consommateur responsable, et peut-être un producteur, voire un stockeur d'énergie. D'autres dénoncent une nouvelle intrusion dans le quotidien des habitants. Ces derniers n'ont pas totalement tort, puisque à terme, le compteur intelligent permettrait de relever toutes les 30 minutes les quelques 35 millions de lieux de consommation électrique du pays. Mais à distance, cette fois-ci. Les technologies dématérialisent donc la présence extérieure, et pourtant les habitants la ressentent plus fortement que jamais.

Qu'est-ce qui fatigue l'habitant ?

Pourquoi un tel refus et une telle méfiance vis-à-vis de cet objet, dont les bénéfices économiques et environnementaux pour les usagers sont certains ? Par ce rejet, l'habitant exprime-t-il une certaine fatigue ou fait-il preuve, au contraire, d'un regain de vitalité qui l'amène à fermer sa porte à ce nouveau compteur ?

Ce qui semble certain, et partagé par les auditeurs, c'est que l'habitant, par nature, s'oppose à ce qui vient de l'extérieur. Encore plus lorsqu'il s'agit du numérique, car, bien qu'enclin à abandonner des informations personnelles, il s'indigne lorsqu'elles sont réutilisées. Davantage encore, lorsque les interférences viennent de l'Etat. D'autant plus qu'en proposant un nouveau compteur à ses clients, EDF ne propose pas une nouvelle offre d'électricité, comme il l'avait fait lorsque, 60 ans auparavant, il avait introduit le compteur dans le quotidien des français. Malgré tout, les clients anticipent une hausse des prix, contre laquelle ils s'opposent en rejetant le compteur. C'est, finalement, une certaine vitalité qui semble s'exprimer à travers cette défiance vis-à-vis du nouveau compteur électrique.

Peut-être ce sentiment de fatigue s'exprime-t-il davantage à l'encontre du nouvel imaginaire urbain imposé par l'Etat, les opérateurs, les constructeurs, et dont fait partie le compteur électrique intelligent. Le discours de la ville rêvée a été amplifié, ou pour le moins profondément transformé, avec les nouvelles technologies. Il est devenu le récit de la ville numérique, intelligente, dans laquelle l'individu devient un acteur à part entière, maître de sa consommation, voire de son logement. Et dans ce nouvel imaginaire, le compteur électrique intelligent à toute sa place. Il y a donc bien une certaine fatigue à l'encontre de ce nouveau récit, ou pour le moins un certain désenchantement, de la part d'individus confrontés aux problèmes plus terre à terre du quotidien, à l'exemple de la précarité énergétique qui menace des milliers de foyers.

Il ressort de ces constats un premier paradoxe. Paradoxe entre ce qui est présenté comme un nouveau rêve urbain, qui permet d'imaginer l'autonomisation des usagers, et ce qui est ressenti comme une contrainte supplémentaire. Cette nouvelle contrainte de la ville numérique n'est pas en phase avec les préoccupations quotidiennes. Deuxième paradoxe, la place de l'habitant dans cette nouvelle construction de la ville. Il est certain que le citoyen doit participer à la construction de ce qui serait, sinon, un monde technocratique, mais la concertation, le partage, l'adhésion qu'on lui propose ne permettent pas d'atteindre cet objectif. Ils sont juste une nouvelle image dans cet imaginaire urbain.

Les échelles déphasées de la métropole et du quotidien

Certains participants ont cependant précisé que l'on a bien, dans une certaine mesure, une co-construction de la ville. Une co-construction partielle, car seulement une petite partie de ses habitants peut y participer, en se saisissant de la ville numérique qu'on lui propose. Ou partielle, car chacun ne contribue à construire qu'un certain fragment de la métropole, en inscrivant dans la ville son propre parcours urbain. Dans cette acception, la métropole existe comme la juxtaposition des bouts de métropole que chaque individu construit.

On comprend alors pourquoi il est difficile de parler de projet métropolitain, voire de co-production d'un projet métropolitain. La plupart des participants se rejoint sur le fait que la métropole n'est pas à l'échelle de vie de ses habitants. L'habitant peut être un usager, un acteur, mais seulement dans le fragment de ville dans lequel il s'inscrit. L'échelle métropolitaine ne correspond pas aux attentes des personnes, sauf peut-être pour l'offre culturelle ou l'offre de santé. Alors, le Grand Paris est un horizon bien trop large pour chaque individu. Echelle spatiale déphasée, et échelle temporelle décalée également : si l'habitant peut s'intéresser à ce projet, il se heurte à une échelle de temps différente, dans laquelle son quotidien ne se reconnaît pas. L'habitant peut alors exprimer une certaine fatigue à rentrer dans ce débat de long terme.

Le rapport au domicile, fondement de la relation de l'habitant à un ensemble plus vaste

Emmanuelle Ligouzat a complété cette analyse en racontant un deuxième objet : le colis. Des pistes, des chiffres, des études, pour nous permettre de comprendre l'importance du domicile pour les individus, malgré le poids croissant que l'on attribue aux lieux de transport et de travail. Ainsi, les chiffres des colis et des lettres recommandées qui reviennent au bureau de poste (respectivement 10% et 25-30% ne sont pas réceptionnés au domicile) mettent en évidence une présence quasi permanente au domicile des destinataires. Chiffre étonnant : les individus sont-ils si souvent chez eux ? Face à la permanence du logement comme premier lieu de référence, il n'est pas évident pour les opérateurs, les distributeurs voire les aménageurs, de construire et de proposer de nouvelles offres. Ainsi, les relais colis ont du mal à trouver leur public car ils ne correspondent ni au domicile ni au lieu de travail. Ils devront, comme pour la consigne auto, mailler très finement le territoire pour se positionner réellement sur les flux de passage et espérer fonctionner. De la même manière, le fait que les achats en ligne soient souvent effectués depuis le domicile du consommateur confirment que l'ancrage a plus d'importance que la mobilité lorsque l'on s'intéresse à la consommation et aux services. Un tel constat souligne la difficulté d'imposer un nouvel imaginaire urbain, celui de la ville mobile et numérique, à des individus durablement ancrés dans leur quotidien et leur logement.

Être dans un logement ou vivre sur des flux

Ainsi, la permanence du domicile comme lieu de référence semble contredire le nouvel imaginaire urbain de la vitesse et du numérique. Le logement résiste face à la mobilité, face à la multiplication des choix possibles, et les habitants le défendent sans faiblir contre les intrusions extérieures, qu'elles viennent de l'Etat ou de leur facteur.

La ville proposée peut être vécue comme une contrainte, à l'exemple du compteur intelligent ou des relais colis. Cependant, la ville devient désirable, lorsqu'elle offre la liberté de décider parmi un éventail de choix possibles. Pour autant, dans la ville réelle, l'usager « choisit » de privilégier son domicile comme point de réception des colis, même (et surtout) s'il a le choix.

Quels enseignements tirer de ces deux études de cas ?

D'abord ceci que, dans un monde mobile, le domicile demeure un point d'ancrage central pour les individus et les ménages. Espace privé que l'on protège des intrusions du grand frère étatique, destination privilégiée pour des colis que l'on perçoit un peu comme des « cadeaux » qui nous attendent au retour du travail. On pourrait dire qu'en définitive, le métropolitain se pense d'abord comme un « habitant », avant même d'être un usager de la métropole. Est-on face à une sorte d'invariant anthropologique, ou bien est-ce simplement la manifestation de ceci que la mobilité est vécue plus comme une contrainte que comme une liberté ? Dans cette deuxième hypothèse, s'agit-il d'une dimension structurelle —tout déplacement lié au travail et aux mobilités obligées (études, courses) est vécu comme une contrainte— ou d'un sentiment lié à la médiocre qualité des moyens de mobilités dans la métropole francilienne ? Toujours est-il que cet attachement au domicile interroge les experts qui ont peut-être trop tendance à valoriser la mobilité comme une nouvelle dimension de la vie sociale.

Ensuite ceci que, si le domicile reste aussi valorisé, on peut en déduire que l'attachement à la commune, comme espace de référence, reste fort. Finalement, la « démocratie du sommeil » stigmatisée par Jean Viard ne serait pas si décalée que cela par rapport aux pratiques réelles des métropolitains. Et lorsqu'on y réfléchit, l'espace communal est sans doute bien plus utilisé que ce que l'on imagine : garde et scolarisation des enfants, activités de loisirs, achats de proximité, engagement associatif, etc. Dès lors, on comprend les réticences face à un changement d'échelle du politique, qui mettrait les périmètres et les modes de représentation en adéquation avec « l'homo metropolitanus ». La formule intercommunale, syndicale ou communautaire, en préservant l'entité communale correspondrait ainsi à une figure de la ville désirée : j'accède à des ressources métropolitaines, au fil de mes déplacements subis ou choisis, mais je m'inscris dans un espace politique de proximité qui est comme le prolongement de mon intimité domestique. On peut cependant faire l'hypothèse inverse : c'est l'absence d'offre politique métropolitaine qui maintient cet attachement à la proximité. Si l'on fait le parallèle avec le grand Londres, l'existence d'un gouvernement métropolitain, d'élections au suffrage universel direct et d'une scène publique métropolitaine entraîne des débats politiques de qualité, une implication des citoyens et une participation politique importante.

Ainsi la question reste ouverte : l'attachement à la proximité et au domicile est-elle une donnée structurelle de la vie sociale en métropole ou ailleurs, ou bien se renforce-t-elle d'une offre de qualité médiocre au plan des services (transports) et de l'organisation politique ?